La commande publique est un véritable levier pour le développement des entreprises.

Aurélien Lopez-Liguori est Député Rassemblement National (Hérault 7e) et Président du Groupe d'études : Économie, sécurité et souveraineté numériques à l'Assemblée nationale

1/ Quel vous semble être le degré de maturité de la représentation nationale pour une adoption «transpartisane » des objectifs de souveraineté numérique ?

L'Assemblée Nationale a besoin d'évoluer sur ces sujets ; malgré le rajeunissement des députés, le numérique reste une question secondaire alors qu'il devrait constituer une préoccupation majeure. De nombreux députés se soucient peu des applications qu'ils utilisent pour communiquer et utilisent Whatsapp ou Telegram, pour leurs échanges professionnels, alors qu'il existe des solutions françaises et souveraines de messagerie instantanée. Ils n'y font pas attention parce que le thème de la souveraineté numérique ne s'est pas encore imposé dans le débat public comme un sujet stratégique. Comme pour le thème de l'énergie, ce sera lors d'une crise que nous nous rendrons compte que nous sommes en retard, que nous n'avons rien prévu et que nous sommes démunis face à un phénomène que nous avions sous-estimé.

Le nœud du problème est le manque d'anticipation des pouvoirs publics. Gouverner, c'est prévoir. Prévoir, c'est ce que le RN fait depuis des années en prônant la souveraineté et

l’indépendance de notre pays dans tous les domaines, dont celui du numérique.

C’est aussi le but du groupe d’études Economie, sécurité et souveraineté numériques que je préside depuis janvier. Construire des propositions transpartisanes pour rattraper le retard que notre pays a pris dans ce domaine. Le but est de rassembler des députés de tous les groupes politiques pour élaborer des propositions à travers des auditions, des évènements ou des initiatives communes. Nous réfléchissons sur des sujets qui peuvent rassembler tels que la ré-industrialisation numérique, l’éducation cyber dans les écoles, la commande publique…

Avec ce groupe d’études, nous avons connu une première victoire législative pour notre souveraineté. Un des amendements que nous avons proposé, cosigné par des députés de la majorité, et Liot a été adopté lors de l’examen du projet de loi Jeux Olympiques. Le but était de favoriser dans la commande publique une entreprise française ou européenne pour développer la solution d’intelligence artificielle utilisée dans la conception des caméras intelligentes. La gauche a poussé des cris d’orfraie mais j’espère qu’avec le temps, nous parviendrons à travailler avec eux et proposer des amendements qu’ils cosigneront aussi. Nous avons besoin de toutes les forces disponibles pour atteindre nos objectifs de souveraineté numérique !

2/ Nous reprochons beaucoup aux Américains. Leur reprocherait-on surtout de défendre leurs intérêts comme nous aimerions que le fasse notre pays ?

Les Etats-Unis sont soucieux de leur souveraineté et de leur indépendance, et ils ont bien raison. Nous parlons d’un pays chantre du libéralisme et de la libre concurrence qui, pourtant, n’applique pas à lui-même les règles qu’il souhaite imposer au reste du monde. Ils assument sans problème le fait de favoriser leurs entreprises dans la commande publique.

Regardez le Buy american act ou le Small business act ! Inspirons-nous de la liberté qu'ils ont dans leurs prises de décisions. Leur seule boussole est l'intérêt de leur pays.

Ajoutez à cela des dispositifs de protection contre les investissements étrangers très performants. Encore en 2022, les compétences du Comité pour l'investissement étranger aux Etats-Unis ont été renforcées pour vérifier *« les conséquences pour le leadership technologique américain [des investissements] dans les secteurs qui touchent à la sécurité nationale américaine »*.

Leurs services secrets sont particulièrement vigilants sur ces sujets, même sur des investissements qui pourrait paraitre banals, voire triviaux. L'année dernière, Huawei voulait construire un jardin chinois à Washington. Les services secrets ont compris que ce projet était à quelques kilomètres du Capitole et qu'une antenne allait être construite. Ils ont fini par faire annuler le projet.

La commande publique et les financements étatiques sont des instruments que les américains n'hésitent pas à activer pour développer leurs entreprises. Les liens entre l'Etat et les entreprises du numérique sont vertueux ; la commande publique est un véritable levier pour le développement des entreprises. Les exemples sont nombreux : les technologies de l'Iphone ont été développées grâce à des crédits fédéraux américains. Le Small Business Innovation Research permet à des agences de recherche fédérales de financer la R&D de petites entreprises. Encore un exemple : au total, ce sont 4,9 milliards de dollars d'argent public qui ont été versés à trois des sociétés fondées par Elon Musk – Tesla, SolarCity et SpaceX. On voit où elles en sont aujourd'hui.

De notre côté, nous sommes sous-dotés, nous respectons des règles de concurrence que personne ne respecte ; bref, par inconscience, naïveté ou indifférence, nous choisissons de nous saborder alors qu'il s'agit d'une question de volonté

politique. Je suis profondément convaincu que tout n'est pas perdu, qu'il est possible de mener une véritable politique numérique ambitieuse et souveraine pour notre pays et pour l'Europe. Encore faut-il avoir un plan défini et se donner les moyens de le réaliser.

3/ Sur la question de la souveraineté numérique, quelle différence faites-vous entre notre relation avec la Chine et notre relation avec les Etats-Unis ?

Je ne fais aucune différence entre ces deux relations en matière de souveraineté. Certes, ce sont deux pays bien distincts avec qui nous avons des relations différentes ; la Chine est un régime autocratique et les Etats-Unis un régime libéral et démocratique culturellement plus proche de nous. Cela n'empêche pas que sur la question de la souveraineté, une seule vision m'anime : il faut que la France et l'Europe trouvent leur propre voie, et qu'elle soit cohérente, peu importe l'interlocuteur. Que ce soit dans nos relations avec la Chine ou les Etats-Unis, nous devons défendre notre indépendance.

Deux éléments sont à prendre en compte dans notre relation avec ces pays. D'un côté, il ne faut pas oublier la nécessité absolue de faire émerger nos propres géants du numérique. L'industrialisation doit être une priorité, alors même que pour notre pays en 2020 elle ne représentait que 13% du PIB. L'Europe ne doit pas être une colonie numérique des GAFAM ou des BATX.

D'un autre côté, il faut se débarrasser des entreprises étrangères qui nous parasitent, qui rachètent nos entreprises, et filtrer au maximum les investissements de pays étrangers. Quand on sait que depuis 2000, 60% des investissements chinois en Europe viennent de groupes étatiques contrôlés par Pékin, on se rend compte de l'ampleur de la tâche.

4/ On a pu croire avec l'Europe qu'un marché se créait sur le terreau d'un héritage commun, mais que vous inspire l'alliance des BRICS, qui semble surtout reposer sur une envie commune d'agir hors de l'influence des habituels maitres du jeu ?

L'Europe a vocation à être autre chose qu'une association économique d'états comme peuvent l'être les BRICS. L'Europe est une civilisation plurimillénaire. Que nous soyons à Naples, Varsovie ou Berlin, nous avons le même référentiel historique, culturel, artistique. L'union des pays européens est naturelle parce qu'ils partagent une histoire et une identité.

Sur le thème du numérique, cette nécessité d'une union entre nations européennes est d'autant plus d'actualité que l'UE est le premier marché numérique au monde. En 2022, 92,5% des ménages ont accès à internet ; le volume de données disponibles est énorme. La prise de conscience de la nécessité de réguler au niveau européen est progressive, mais avec le Data act, le DSA et le DMA, le Cyber-resilience act, on peut observer une vraie volonté de s'atteler à ce chantier crucial en protégeant les données des Européens et des entreprises européennes face aux GAFAM et aux ingérences étrangères.

Malgré cette volonté de reprendre la main sur son futur, l'Europe est toujours prise dans un étau règlementaire qui ne lui permet pas de s'émanciper des GAFAM : le droit de la concurrence est beaucoup trop restrictif. Nous nous retrouvons pieds et poings liés sans pouvoir favoriser nos entreprises pour créer des géants du numérique.

5/ Que dit selon vous le retour en grâce et sans doute aussi en force de l'idée de souveraineté, particulièrement à l'échelon national ? Repli sur soit ou ancrage historique et subsidiarité ?

La vision du Rassemblement national sur la souveraineté est simple : être souverain, c'est être maître chez soi. C'est

pouvoir contrôler et planifier l'avenir de son pays en toute indépendance. La souveraineté dans le domaine du numérique, c'est pouvoir prévoir, détecter les technologies qui feront monter notre nation en puissance et investir dans des innovations de rupture. La souveraineté est intrinsèquement liée à la sécurité. Un pays souverain peut offrir à ses citoyens une sécurité économique, technologique…

Aujourd'hui, nos gouvernants ne font plus de politique dans le sens noble du terme. Ce manque de souveraineté que je décris les empêche d'imaginer, de prévoir, d'innover pour créer un monde meilleur pour les Français et leurs descendants. Nos gouvernants ne sont plus des politiques mais des gestionnaires de pénuries : pénurie de masques, énergétique, alimentaire, pénurie de main-d'œuvre…

Nous avons donc besoin de revenir à cette notion de souveraineté qui doit être notre boussole. Elle n'est pas un repli sur nous-même mais illustre bien un besoin de revenir aux fondamentaux en temps de crise. Nous pouvons réaffirmer notre souveraineté aujourd'hui en reprenant le contrôle des évènements, en pensant sur le temps long et, surtout, en nous affranchissant de dogmes tels que l'idéologie de la concurrence libre et non faussée qui, aujourd'hui, nous enferment et nous étouffent.

6/ Est-ce que vos consoeurs et confrères continuent de recevoir des petits cadeaux de Huawei pour leurs permanences en région ?

Effectivement, des routeurs Huawei ont été envoyés à des députés dans leur permanence. Des députés qui n'étaient pas sensibilisés ont reçu ce routeur et l'ont peut-être encore. J'ai moi-même reçu ce routeur fin 2022 pour ma permanence de Sète, et cela juste après avoir rendu mon rapport pour avis sur les télécommunications et la souveraineté numérique très offensif à l'égard de Huawei. C'est dire l'ironie de la situation !

Depuis, le routeur a été enlevé et remplacé sur ma demande.

Après avoir rendu ce rapport, j'ai commencé à réfléchir à l'extension de la loi « anti Huawei » de 2019 à tout le territoire. Ce texte était une bonne initiative, malheureusement trop restreinte puisque Huawei n'est banni que sur certaines zones sensibles du territoire. Toutes les données des Français sont importantes et doivent être protégées contre les risques d'ingérence étrangère. La solution est simple : expulsons de notre pays les entreprises qui présentent un danger et qui ne respectent pas notre souveraineté.

Outre cette question des routeurs, c'est tout le rapport de la France à la commande publique qui doit changer. J'en veux pour preuve les lacunes de l'Assemblée nationale sur les questions cyber. C'est seulement cette année que nous avons reçu un mail des questeurs sur l'utilisation de Tiktok, Telegram et Whatsapp, nous avertissant des risques que présentent l'utilisation d'applications développées par des entreprises soumises à des droits extra européens à portée extraterritoriale. Pour la messagerie instantanée nous avons à notre disposition en France des entreprises qui proposent des solutions souveraines et sécurisées comme Olvid, dont je recommande l'utilisation au sein du Palais Bourbon.

Plus largement, nous avons eu des exemples désastreux de la naïveté de nos institutions. Entre la DGSI qui utilise Palantir, un logiciel américain, et l'établissement du Health Data Hub avec Microsoft, on a du mal à faire confiance à l'Etat pour favoriser la commande publique souveraine.

7/ Qu'est-ce qui vous semble caractériser, et même distinguer, une technologie française ?

La France est un pays d'innovation. Marie Curie, les frères Lumière, Louis Braille sont autant d'exemples de cette culture de curiosité scientifique, d'exploration, de conquête et de recherche. Aujourd'hui, ce même esprit d'innovation anime des

milliers d’entreprises françaises. La question est : comment encourager leur développement ? comment réindustrialiser notre pays en favorisant cette innovation souveraine ?

La philosophie qui doit nous guider est une philosophie européenne, basée sur la liberté individuelle, sur l’éthique, sur la recherche de la juste conciliation des libertés individuelles et des nécessités économiques.

Une technologie européenne est une technologie audacieuse mais consciente de ses limites. L’Homme ne doit pas se laisser aveugler par l’hubris, il ne doit pas se prendre pour un dieu. La philosophie dont nous sommes les héritiers donne à l’homme une place déterminée dans le cosmos et la Création. A l’inverse des chinois qui manipulent le génome et des américains qui créent des technologies transhumanistes, la voie européenne connait la juste place de l’Homme dans le monde sans pour autant étouffer sa soif de connaissance et son ambition.

Cette vision doit donc être à mi-chemin entre tradition et modernité. Elle reconnait sa destinée prométhéenne mais a conscience qu’il y a des limites éthiques à ne pas dépasser. Depuis l’Antiquité grecque, le flambeau de la création brûle en elle mais elle connait l’exemple d’Icare : à voler trop près du soleil, on finit par chuter.

8/ L’Union européenne qui a soufflé 30 bougies communique à foison sur des grands projets à dix ou vingt ans. On songe notamment à la carte bancaire européenne qui se fait attendre. Comment expliquez-vous cette pesanteur ?

Le constat de lenteur catastrophique que l’on peut faire est évident, et il est ancien. L’Union européenne est rongée par cette lourdeur administrative qui l’empêche de se projeter avec efficacité et qui entrave les projets. Elle devient un monstre de lenteur déconnecté du réel et qui n’a pas la capacité de mettre en place des projets avec rapidité quand

des pays tels que les Etats Unis ou la Chine ne s'embarrassent pas autant. La situation est désolante : les financements dans le cadre des projets importants d'intérêt européen tardent à venir, les intérêts des états divergent sur le numérique, le droit de la concurrence abîme chaque projet que l'Europe lance. Par exemple, le projet de cloud souverain européen Gaia X, qui partait d'une intention louable, a fini par être infiltré par Google, Huawei et Alibaba à cause de nos propres règles de concurrence…

9/ Quelle doit être la position française sur le développement de l'intelligence artificielle ? Méfiance ou enthousiasme ?

L'Intelligence artificielle va changer le monde. Elle bouleverse toutes les certitudes que nous avions sur le cosmos et nous oblige à repenser notre relation à nous-même, au travail, à l'éducation… Elle s'impose à nous, elle est là, elle se développe à une vitesse fulgurante et la France et l'Europe ne peuvent pas se permettre de passer à côté. Ne pas réfléchir à une stratégie face à cette technologie, c'est se condamner à disparaître.

Au XVIème siècle, les Chinois disposaient d'une flotte immense et très avancée technologiquement qui leur aurait probablement permis de conquérir l'Océan indien et d'asseoir leur puissance aux quatre coins du globe. Pourtant, un siècle plus tard, ils ont brûlé toute leur magnifique flotte de « bateau trésors » pour des raisons éthiques et philosophiques.

Suivirent alors la domination européenne sur la Chine, les guerres de l'opium, le sac du palais d'été… si les Chinois n'avaient pas brûlé leur flotte, ils auraient peut-être pu résister.

Rater ce rendez-vous technologique ou le refuser pour des raisons éthiques, c'est accepter de devenir demain une colonie numérique américaine ou chinoise.

Nous sommes à un point crucial de notre histoire : allons-nous manquer de vision et rater le coche ou allons-nous nous adapter et développer notre propre voie face à l'intelligence artificielle ?

En dehors des questions de libération de l'innovation que nous avons déjà abordées, deux éléments me semblent cruciaux pour appréhender dès aujourd'hui l'intelligence artificielle.

Le premier est la lutte contre la crétinisation. Aujourd'hui, on observe un effondrement du temps de concentration, de nos connaissances, de notre QI, bref, de ce qui fait nos particularités en tant qu'humains et qui nous rend concurrentiels par rapport à l'IA. Nous devons placer l'éducation à la machine au centre de nos préoccupations et nous discipliner à une hygiène mentale vis-à-vis du numérique.

Le deuxième point porte sur notre système d'éducation. Puisque l'intelligence artificielle nous concurrence sur un aspect rationnel, scientifique et mathématique, nous devrions chercher à concentrer l'éducation sur les aspects liés à la sensibilité de notre nature humaine. L'art, la philosophie, l'histoire, plus largement les sciences humaines doivent être au cœur de notre système éducatif, afin de former des citoyens qui auront l'esprit critique nécessaire pour agir dans un monde qui change si rapidement.

Les questions que les politiques se posent aujourd'hui sur l'IA sont des questions techniques : encadrement de la technologie, investissement, innovation etc… Mais aucun ne se demande comment l'homme doit se former en parallèle du développement de l'Intelligence artificielle, quelle est sa place, quel sera l'impact concret du développement de cette technologie sur son existence. Exemple parfait de cette somnolence : le débat qui paralyse la France aujourd'hui depuis quatre mois sur les retraites porte sur deux années en plus à travailler, alors qu'on sait que dans moins de 20 ans on aura 40% à 50% d'actifs sur le carreau qui ne participeront

plus au système de répartition.

10/ Vous êtes prié de remplacer Jean-Noël Barrot pendant une semaine : Comment profitez-vous de cette aubaine pour agir au service de la souveraineté numérique. Vous pouvez prendre 3 mesures et vous avez carte bleue / blanche !

Preuve que gouvernement actuel ne prend pas pleinement conscience du défi numérique : Monsieur Barrot n'est que ministre délégué. Il ne peut signer aucun décret. Concrètement, cela signifie que même avec la meilleure volonté du monde, monsieur Barrot n'a que peu de marge de manœuvre au sein de son gouvernement.

La première mesure que devra prendre le Rassemblement national c'est nommer un ministre de plein exercice.

Ensuite, c'est de prendre des mesures de contournement du droit européen de la concurrence comme le font nos voisins allemands, en attendant des négociations au conseil pour en modifier certains principes.

La première mesure que je prendrais serait, vous l'aurez compris, une mesure de libération de la commande publique, cela en facilitant la possibilité pour les pouvoirs publics de privilégier des entreprises européennes au détriment d'entreprises extra européennes. Nos entreprises doivent évidemment être favorisées ; c'est un moyen capital pour faire émerger des géants européens et échapper au monopole des GAFAM.

La seconde mesure est tout aussi importante puisqu'elle tend à la protection de nos entreprises contre les investissements étrangers. Elle porte toujours sur le droit de la concurrence. Je ne peux supporter de voir des entreprises comme Exxelia passer sous pavillon étranger (en l'occurrence américain). Il faut étendre le décret Montebourg en sortant de la logique de liste ; nous devons nous inspirer des Etats-Unis qui n'ont

aucune honte à faire passer leur souveraineté en priorité.

Enfin, je sanctionnerais durement les entreprises étrangères qui ne respectent pas nos lois. L'extraterritorialité de droits extra européens est un problème de taille et met en péril les données des Français hébergées chez ces entreprises, d'autant plus quand on constate la porosité entre certaines entreprises en situation monopolistique et les gouvernements de leurs pays.

Il faut absolument exclure de notre territoire les entreprises soupçonnées d'ingérence étrangère : exit Tiktok ou Huawei, comme le font de nombreux pays et d'un autre côté, bienvenue à nos champions nationaux et européens ! L'Etat doit toujours avoir la main pour pouvoir refouler les entreprises qui sont un danger pour notre souveraineté nationale.

NB : Chaque membre du Groupe d'études : Économie, sécurité, et souveraineté numériques est cordialement invité à venir exprimer ici-même la position du mouvement politique qu'il représente dans ce cadre transpartisan. Manifestez-vous ! (contact arobase souveraine point tech)